

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 08/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : UD-R-SSDAS-23-138-LL
Code AIOT : 0006104072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement PURFER implanté RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PURFER exploite dans la zone industrielle de SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU des installations de transit, de tri, de regroupement et de broyage de ferraille et métaux.

Elle reçoit notamment sur son site :

- des déchets de métaux ferreux et non ferreux,
- des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- des véhicules hors d'usage (VHU) en provenance de centres agréés VHU ou de particuliers (la société PURFER est elle-même centre agréé VHU)

Le site PURFER s'étend sur 6,29 ha (62 981 m²), avec son flanc nord situé le long de la voie ferrée Lyon-Grenoble. L'entreprise emploie actuellement une quarantaine de personnes en 1 équipe. Historiquement, le site a comporté une fonderie de Zamak (mélange zinc et alu), dont la cessation d'activité ICPE date de 1999. L'activité principale actuelle est liée à la présence d'un broyeur de forte capacité (100 t par heure), depuis 1969.

L'ICPE PURFER est classée sous le régime de l'autorisation depuis juillet 2000. Les principales rubriques ont été mises à jour par arrêté préfectoral complémentaire (APC) en 2014 : 2712, 2713, 2714, 2718, 2790 et 2791. En 2014, une mise à jour du classement ICPE est actée par arrêté préfectoral complémentaire et attribue l'ensemble de la surface du site à la rubrique 2713.

Environ 190 000 t par an de déchets métalliques sont traités par le broyeur principal, suivi d'opération de tri post-broyage, dont il résulte des métaux ferreux, des métaux non ferreux, des fractions plastiques, des fractions combustibles, des inertes et des résidus ultimes. La société est par ailleurs agréée pour la dépollution des VHU et pour leur broyage (dernier arrêté d'agrément : 20 juillet 2018).

Une autre partie des déchets métalliques est réceptionnée puis entreposée par catégorie, pour massification. Des lots de 25 tonnes ou plus sont constitués avant chargement d'un semi-remorque et expédition vers la fonderie ou autre site de recyclage final. Environ 50 % des sorties de ferrailles et métaux du site se font par voie ferrée.

L'incendie du dimanche 12 juin 2022 a montré une nouvelle fois les risques associés à un départ de feu hors heures ouvrées dans le stockage principal du site, à savoir la ferraille à broyer. Suite à l'inspection du 14 juin 2022 post-incendie, des suites ont été actées :

- un arrêté de mesures d'urgence signé le 8 juillet 2022 afin de limiter chaque fin de journée, d'une part, la hauteur du tas de ferraille le plus à risque, à moins de 6 m de hauteur et, d'autre part, le tonnage total de ce stockage journalier, au plus à 2000 t.
- un arrêté de mise en demeure signé le 12 août 2022 afin d'obtenir l'étude de dangers actualisée ainsi que le calcul de dimensionnement du ou des bassins de rétention d'eau au regard de l'activité du site.

Lors de l'inspection du 14 juin 2022, le site n'est pas encore en conformité exigée par la Directive IED, au regard de l'échéance IED du 17 août 2022. Des travaux importants devaient être réalisés avec notamment la réduction des poussières du broyeur principal et une meilleure gestion des eaux. Après de multiples reports de la décision de modernisation du site, ces travaux ont démarré début 2023 par la destruction de certains bâtiments au sud-ouest du site. Un budget de plusieurs dizaines de millions d'€ est engagé en 2023 afin de remplacer totalement le broyeur principal tout en le repositionnant au sud-ouest du site. Ces travaux très importants impliquent également la reprise des 3/4 de la surface de la dalle béton et de nombreux équipements annexes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	IED – Surveillance générique rejets eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	IED-Emissions canalisées du broyeur principal	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2	/	Sans objet
10	suite MED 2022 – étude de dangers	AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 1	/	Sans objet
11	suite MED 2022 – bassin de rétention	AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 2	/	Sans objet
13	Consommation eau de forage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
14	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	IED -Emissions diffuses – cas du broyage CSR	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1	/	Sans objet
3	IED- Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1	/	Sans objet
5	IED – Surveillance spécifique rejets eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2	/	Sans objet
6	Etat des matières et déchets stockés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Hauteur et qité max de FAB- ferraille à broyer	AP de Mesures Spéciales du 07/07/2022, article 2	/	Sans objet
8	Contrôle des entrants dans le tas de FAB	AP de Mesures Spéciales du 07/07/2022, article 3.1	/	Sans objet
9	Mode de traitement des appareils GEM HF	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site PURFER de St-Pierre-de-Chandieu connaît en 2023 une modernisation profonde de ses moyens de production. L'activité de base, qui consiste à massifier des déchets métalliques pour leur recyclage, ainsi que la quantité et le type de déchets traités, restent sensiblement les mêmes et à périmètre cadastral constant. Le broyeur principal en activité depuis 1969 est remplacé en 2023 par un équipement prévu pour respecter les meilleurs techniques disponibles, notamment pour réduire les émissions de poussière, comme le demandait la réglementation IED.

Plusieurs points importants restent néanmoins à documenter par l'exploitant dans les prochaines semaines et mois, s'agissant de la conformité du rejet atmosphérique prévu avec le Plan de Protection de l'Atmosphère de la région Lyonnaise ou encore de la gestion des eaux de ruissellement de la plate-forme et du suivi qualitatif de ses rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED-Emissions canalisées du broyeur principal

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Poussières 5 mg/Nm3 semestrielle Retardateurs de flamme bromés (1) / annuelle PCB de type dioxine (1) / annuelle Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1) / annuelle PCDD/F (1) / annuelle COVT / semestrielle
Constats : Le broyeur principal a été arrêté définitivement le 12/07/2023 pour être remplacé par une nouvelle ligne de broyage, d'une capacité annuelle identique, dont le démarrage est prévu fin octobre 2023. La nouvelle ligne est prévue pour respecter la fourchette basse des MTD (meilleures techniques disponibles), dans les 2 émissaires canalisés prévus : - cheminée du broyeur : dépoussiérage par voie humide ; - cheminée du post-broyage : dépoussiérage par tambour rotatif et filtre à manche. L'exploitant doit, sous 1 mois, vérifier la compatibilité de ses 2 rejets avec les prescriptions du Plan de Protection de l'Atmosphère de la région lyonnaise, approuvé par l'arrêté inter-préfectoral du 24/11/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : IED -Emissions diffuses – cas du broyage CSR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <p>Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité Prévention de la corrosion Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses Humidification Maintenance Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)</p>
<p>Constats : La technique « Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses » est obligatoire pour les installations de broyage de déchets, notamment ceux à valeur calorifique. L'exploitant indique ne pas exercer une nouvelle étape de broyage sur les résidus non métalliques obtenus en aval du broyage initial (cf. constat précédent), mais une succession d'opérations de tri mécanique, au sein d'une installation dédiée, en vue de l'obtention d'une ou plusieurs qualités de combustibles solides de récupération (CSR).</p> <p>La nouvelle ligne de préparation des CSR est entièrement capotée et ses résidus non métalliques (lourds, légers) seront acheminés par convoyeur capoté au sein du bâtiment situé au centre du site. Par conséquent, la gestion des résidus de broyage pour l'obtention de CSR se fait en réduisant au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses, tout en ne contenant pas elle-même de nouvelle opération de broyage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : IED- Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : <ul style="list-style-type: none">- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.
Constats : La profonde modernisation engagée en 2023 comporte de nouveaux équipements plus performants que les précédents, par tonne traitée. Par exemple, tous les moteurs électriques sont désormais équipés de variateur de vitesse. L'acquisition d'une locomotive restant sur site, à traction électrique, va permettre de faire avancer les wagons pour leur chargement en ferraille. Compte tenu de l'ampleur du chantier en cours et de la difficulté à comparer les consommations futures avec les consommations du site avant les travaux, l'exploitant est informé de la nécessité de faire un point zéro en 2024 après la réception de son nouveau broyeur et d'effectuer un bilan énergétique annuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : IED – Surveillance générique rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Surveillance mensuelle des rejets en MES, DCO/ COT, semestrielle pour PFOA/PFOS. Matières en suspension (MES) 60 mg/L Demande chimique en oxygène (DCO) 180 mg/L Carbone organique total (COT) 60 mg/L La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques. En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.</p>
<p>Constats : Depuis fin 2022, PURFER a élargi la liste des paramètres suivis sur ce site de façon à y inclure les nouveaux paramètres IED (mercure, PFOA/PFOS). Le cadre GIDAF nécessite d'être adapté pour les inclure. Les valeurs limites IED sont pour certains paramètres, très inférieures aux VLE de l'arrêté préfectoral du site : 60 au lieu de 600 mg/l pour les MES, 180 au lieu de 2000 mg/l en DCO.</p> <p>Le bassin de rétention est maintenu vide en permanence, ce qui implique de faire un prélèvement par période pluvieuse sans quoi l'échantillon est fait sur de l'eau stagnante. Des analyses ont été menées en janvier, mars, avril et mai 2023 (9 en 2022). Ainsi, la prescription de contrôle mensuelle, qui existe dans l'arrêté préfectoral de 2000 et qui est reprise dans la réglementation IED, peine à être respectée.</p> <p>Dans la phase principale de modernisation (2023), visant à remplacer le broyeur principal, aucune modification n'est présentée alors que le système en place ne permet pas de respecter la fréquence de prélèvement et certaines VLE IED comme la DCO ou les MES, contrairement à ce qu'indique le PAC de modernisation du 2 juin 2023.</p> <p>L'exploitant doit présenter, sous 6 mois, un complément à son projet de modernisation incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la proposition de nouvelles VLE Eaux compatibles avec son statut IED et l'exutoire en aval de son point de rejet, - l'étude d'implantation d'un préleveur automatique pour prise d'échantillon automatisée par temps pluvieux (déclenchement de la pompe), à raison d'une fois par mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : IED – Surveillance spécifique rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Indice hydrocarbure 10 mg/L mensuelle Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4) As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L (5) Cr : 0,15 mg/L (6) Cu : 0,5 mg/L (7) Pb : 0,3 mg/L (8) Ni : 0,5 mg/L (9) Zn : 2 mg/L mensuelle Mercure (Hg) (4) 5 µg/L mensuelle</p>
<p>Constats : Pour mémoire, les VLE de l'arrêté ministériel IED s'appliquent directement à compter d'août 2022. Avec la prise en compte des prescriptions IED, la VLE hydrocarbures totaux reste identique à celle de l'AP du site du 17/07/2000.</p> <p>Par contre, la surveillance des métaux évolue fortement avec la réglementation IED :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste d'éléments à mesurer selon les prescriptions de l'AP du 17/07/2000 : Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Mn, Ni, Pb, Sn, Zn , avec une VLE de métaux totaux de 10 mg /l. Donc pas de VLE spécifique par métal. • Liste d'éléments à suivre dans IED : Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn), avec une VLE individualisée (en cumul cela représente 3,55 mg/l) <p>Ainsi IED ne demande plus de surveillance pour : Al, Fer, Manganèse, Sélénium ; mais IED introduit un suivi pour Arsenic et Mercure. Actuellement, le fer est le principal contributeur des rejets de métaux dans les résultats d'analyse du site, suivi par le zinc le manganèse, le cuivre et l'aluminium.</p> <p>Les dernières analyses faites par l'exploitant comprennent à la fois les métaux demandés par l'AP plus ceux de l'IED.</p> <p>Note : Ce constat ne fait pas l'objet de suites spécifiques car les suites liées à la mise à niveau du suivi des rejets aqueux sont prescrites au constat précédent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des matières et déchets stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. « Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Etude de dangers : câbles 150 t ; plastiques issus du broyage D3E 50 t ; pare-chocs broyés 50 t / 200 m³</p>
<p>Constats : Lors de la présente visite, les stocks sont globalement faibles du fait des travaux de modernisation et donc du remplacement en cours du broyeur principal. De nombreux flux entrants sont déportés vers d'autres sites du groupe.</p> <p>L'exploitant suit plusieurs dizaines de lignes de stock, essentiellement pour des raisons comptables. Un système d'alerte interne existe au niveau du groupe pour éviter les dérives de surstockage.</p> <p>Lors de la précédente inspection du 5/10/2021, il avait été constaté un très fort décalage, pour les déchets plastiques broyés, entre l'estimation de stock par suivi informatique et le stock réel sur plate-forme. En effet, les données statistiques internes de l'exploitant évaluaient ce tas à 1,66 t alors qu'il représentait au moins 20 fois cette quantité (volume estimé à 200m³ avec une densité de 0,2 à 0,3, soit 40 à 50 tonnes). Ce point a été corrigé par l'exploitant, en adaptant son système informatique à la fabrication de ce stock de plastique résultant du broyage des appareils électroménagers. Lors de la présente visite, les quantités de déchets stockés sur site paraissent conformes aux évaluations du système informatique interne, qui peuvent être transmises aux forces de secours en cas d'incendie sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Hauteur et qtité max de FAB- ferraille à broyer

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 07/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Depuis le 9/07/22 :</p> <ul style="list-style-type: none">- la hauteur du tas de ferrailles à broyer n'excède pas 6 mètres ;- le tas de ferraille à broyer n'excède pas 2000 tonnes à toute heure de la journée. Les livraisons sont suspendues dès lors que ces valeurs sont dépassées. <p>De plus, l'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none">- un moyen opérationnel de mesure de la hauteur du tas de ferraille à broyer afin que la hauteur maximale de 6 mètres ne soit pas dépassée ;- une mesure de suivi à chaque réception du tonnage de ferrailles à broyer,- le renforcement du contrôle visuel par étalage au sol des bennes de ferraille de déchetterie avant l'ajout de ces apports dans le stock de ferraille à broyer. <p>Il met à jour ses procédures d'exploitation et forme ses opérateurs en conséquence.</p> <p>Il procède à des contrôles réguliers pour s'assurer du respect de cette prescription.</p>
<p>Constats : Lors de la présente visite, le stock de ferraille à broyer est estimé à moins de 500 t, donc bien en dessous du maximum de 2000 t. Ceci du fait des travaux de modernisation et donc du remplacement en cours du broyeur principal. De nombreux flux entrants sont déportés vers d'autres sites du groupe.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 6 mars 2023 une mise à jour de l'étude de danger (EDD) qui indique un stock maximal de 2000 t de ferrailles à broyer et d'une hauteur maximale de 6 m. A ce stade et en l'absence d'éléments nouveaux relatifs à l'étude de dangers, cette quantité et cette hauteur restent prescrites y compris pour le démarrage du nouveau broyeur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle des entrants dans le tas de FAB

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 07/07/2022, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>l'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none">- un moyen opérationnel de mesure de la hauteur du tas de ferraille à broyer afin que la hauteur maximale de 6 mètres ne soit pas dépassée ;- une mesure de suivi à chaque réception du tonnage de ferrailles à broyer,- le renforcement du contrôle visuel par étalage au sol des bennes de ferraille de déchetterie avant l'ajout de ces apports dans le stock de ferraille à broyer. <p>Il met à jour ses procédures d'exploitation et forme ses opérateurs en conséquence.</p> <p>Il procède à des contrôles réguliers pour s'assurer du respect de cette prescription.</p>
<p>Constats : Des mesures supplémentaires de contrôle de déchets entrants ont été prescrites dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mesures spéciales, faisant suite à l'incendie du tas de ferraille à broyer du 12 juin 2022. Du fait des travaux en cours au moment de la présente visite, le niveau de déchet entrant est réduit et donc non représentatif du flux entrant habituel. Par conséquent, le niveau effectif de contrôle sur les apports n'a pu être évalué lors de la présente visite. L'exploitant indique le mode opératoire suivant : Dès le passage à la bascule, le bon de réception en possession du chauffeur est présenté au réceptionnaire sur la plate-forme. Le vidage se fait en présence du réceptionnaire. Le pelleteur ouvre le tas. Le réceptionnaire vise le bon de réception si le déchet déchargé est conforme. Un système de réfaction financière est appliqué en cas de réception non conforme à la qualité annoncée.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant n'indique aucune origine connue de l'incendie du 12 juin 2022. Les mesures prises par l'exploitant, en sus de celles prescrites par l'arrêté de mesures spéciales, portent principalement sur la diminution du tas de ferrailles à broyer chaque vendredi, puisque les 2 derniers incendies majeurs du site dans le stock de ferraille à broyer ont eu lieu durant le week-end, de même qu'un important incendie en date du samedi 1er juillet sur un site du groupe à Strasbourg. La journée du vendredi, exclusivement dédiée au broyage de la ferraille à broyer, permet d'atteindre cet objectif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mode de traitement des appareils GEM HF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques :</p> <p>condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 susvisé ;</p> <p>composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ;</p> <p>piles et accumulateurs ;</p> <p>cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ;</p> <p>matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;</p> <p>déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;</p> <p>lampes à décharge ;</p> <p>écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;</p> <p>câbles électriques extérieurs ;</p> <p>composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;</p> <p>composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ;</p> <p>condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire).</p>
<p>Constats : L'atelier D3E (déchets électriques et électroniques) reste en service durant les travaux du site et constitue une installation spécifique de l'établissement PURFER de Saint-Pierre-de-Chandieu. L'activité de réception et de recyclage des gros appareils ménagers hors froid (GEM HF) sur ce site s'est développée de 2010 à 2020 sans mise en place de prescription spécifique dans son arrêté préfectoral. La mécanisation progressive de cette activité a permis à Purfer d'être sélectionné par un ou plusieurs éco-organismes pour cette activité.</p> <p>La méthodologie de retrait de ces composants dangereux consiste à déchirer mécaniquement les appareils concernés, à faire un passage en cabine de tri manuel, puis à diriger chaque fraction dans la bonne filière. Les audits diligentés par les éco-organismes de la filière des D3E contrôlent le taux d'extraction des condensateurs et leur intégrité, ainsi que celle d'autres éléments à retirer avant le broyage. Le résultat de ces audits n'est pas transmis à l'Inspection des installations classées, sauf en cas de dysfonctionnement important. Cette activité est décrite dans le rapport de réexamen IED et n'appelle pas à ce stade de constat particulier.</p> <p>La mise à jour prévue de l'arrêté préfectoral du site permettra d'ajouter, le cas échéant, quelques prescriptions propres à cette activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>La société PURFER, implantée à RD 147 - Quartier de la Gare 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU, est mise en demeure dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter le deuxième alinea de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DDPP-DREAL 2021-201 du 17 août 2021 imposant des mesures d'urgence : - transmission de l'étude de dangers mise à jour.</p>
<p>Constats : Pour mémoire, ce point de la mise en demeure du 12/08/2022 fait suite à l'incendie du 12/06/2022 et à la visite d'inspection du 14/06/2022.</p> <p>L'Étude de danger (EDD) reçue le 6/03/2023 de l'exploitant, comporte 5 scénarios approfondis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SR4 Incendie au niveau du stockage de FAB (ferrailles à broyer) • SR6 Explosion au niveau du broyeur de métaux • SR9 Incendie au niveau du stockage de CSR (combustibles solides de récupération) • SR12 Incendie au niveau du stockage des refus Titech • SR13 Incendie au niveau des alvéoles PC/Réservoirs broyés ou à broyer <p>Aucun de ces scénarios ne comporte d'effets hors site. Le scénario restant le plus critique est bien l'incendie de FAB. La limitation du stock de FAB à 2000 t maximum sur une hauteur de 6 m, au plus, est reprise dans l'EDD s'appliquant à l'ancienne configuration du site. Par ailleurs, l'exploitant transmet quotidiennement à sa maison-mère les quantités stockées de FAB, de résidus de broyage, de D3E, de métaux non ferreux. Un système de couleur permet d'alerter la hiérarchie en cas de surstock.</p> <p>Sous réserve de la transmission d'ici le 31/12/2023 d'une nouvelle EDD modélisant les risques associés aux nouveaux lieux de stockage du nouveau broyeur et de son futur emplacement, la mise en demeure du 12/08/2022 pourra être levée s'agissant du point « transmission de l'étude de dangers » à jour.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, eau polluée
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>La société PURFER est mise en demeure dans un délai de 2 mois de justifier les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel conformément à l'article 11 point IV de l'Arrêté Ministériel du 06/06/2018. A ce titre, la société PURFER justifiera le dimensionnement du bassin de rétention existant et/ou à créer au regard des différents événements à prendre en compte dans son étude de dangers actualisée, en y incluant les événements de type eaux de pluie s'additionnant aux eaux d'extinction incendie.</p>
<p>Constats : Pour mémoire, cette mise en demeure du 12/08/2022 fait suite à l'incendie du 12/06/2022 et à la visite d'inspection du 14/06/2022.</p> <p>L'étude de dangers (EDD) reçue le 6/03/2023 de l'exploitant limite la quantité des déchets susceptibles d'être présents sur site mais ne comporte pas d'extension ou d'ajout de capacité de rétention d'eau par rapport à la rétention actuelle. Aucune actualisation du dimensionnement du bassin n'est faite à l'occasion des importants travaux de modernisation en cours de la plate-forme et ses équipements principaux.</p> <p>Dans son dossier de porter à connaissance « Modernisation » daté du 02/06/2023, l'exploitant indique : « Les ouvrages de traitement (régulation et rétention) des eaux pluviales ont été dimensionnés pour une superficie imperméabilisée d'environ 53000 m², incluant les voiries, aires de stockage et les toitures. » S'agissant du besoin maximum de rétention lié à une extinction d'incendie, le rapport indique que les 900 m³ du bassin sont suffisants pour recevoir les eaux d'extinction, sans plus de précision.</p> <p>A ce stade, les éléments transmis ne permettent pas de démontrer que la capacité du bassin en place est suffisante pour répondre à la fois à la rétention d'eau d'incendie du scénario le plus majorant et à un épisode pluvieux intense survenant pendant ou juste après l'incendie. L'échéancier de travaux de modernisation ne comporte pas, à ce stade, de projet de modernisation du bassin de rétention.</p> <p>A défaut d'éléments complémentaires que l'exploitant transmettra, sous 2 mois, le non-respect de la mise en demeure du 12/08/2022 fera l'objet d'une sanction administrative et d'un procès-verbal transmis au parquet.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Consommation eau de forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: « Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : En 2021, la consommation relevée est d'environ 9000 m ³ , cumulée sur 2 compteurs (forage 1 et 3). Le forage n°2 affiche une valeur fixe (soit il n'est pas utilisé, soit il est défectueux) Les informations demandées par l'Inspection avant ou après la visite restent soit non-transmises soit lacunaires. Le porter à connaissance « modernisation » du 02/06/2023 ne comporte pas d'indication utile à part la mention que le site dispose de deux forages alimentant deux réserves d'incendie. D'ici 2 mois, l'exploitant transmet l'état des lieux complet de son utilisation d'eau de forage : description de chacun des forages, état de marche, index, relevé hebdomadaire etc....
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Rubrique 2718 A : obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
Constats : En 2014, le dernier calcul présenté indique 95 856 €, montant inférieur au seuil de 100 000 € à partir duquel ces garanties doivent être constituées. Depuis 2014, le calcul n'a pas été actualisé. Le porter à connaissance du 02/06/2023 ne comporte pas de mise à jour de ce calcul, au motif qu'aucun paramètre nouveau n'apparaît ou qu'aucun paramètre existant n'est modifié de par la modernisation du site en cours. Cette option ne peut être retenue compte tenu de la prise en compte nécessaire des indices et taux de référence les plus récents. L'exploitant doit présenter une actualisation du calcul d'ici 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet